



## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government  
Services Canada/Réception des soumissions  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada

Pacific Region

401 - 1230 Government Street  
Victoria, B.C.

V8W 3X4

Bid Fax: (250) 363-3344

## REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du**

**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Public Works and Government Services Canada - Pacific  
Region

401 - 1230 Government Street

Victoria, B. C.

V8W 3X4

<b>Title - Sujet</b> ERSFC sauvetage en montagne	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W0133-18K620/A	<b>Date</b> 2017-09-13
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W0133-18K620	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$VIC-241-7323	
<b>File No. - N° de dossier</b> VIC-7-40050 (241)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2017-10-25</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Pacific Daylight Saving Time PDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Grieve, Bronwen	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> vic241
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (250) 514-3757 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (250) 363-3344
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> Department of National Defence 19 WING COMOX CFSSAR Comox British Columbia V0R2K0 Canada	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## TABLE DES MATIÈRES

<b>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX .....</b>	<b>3</b>
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE .....	3
1.3 COMPTE RENDU.....	4
<b>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....</b>	<b>5</b>
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	5
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS .....	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE .....	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	7
2.5 LOIS APPLICABLES .....	7
<b>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS .....</b>	<b>8</b>
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS .....	8
<b>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....</b>	<b>10</b>
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION .....	10
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION .....	10
<b>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>12</b>
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION .....	12
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ..	12
<b>PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES .....</b>	<b>14</b>
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	14
6.2 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE .....	14
<b>PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....</b>	<b>15</b>
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	15
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	17
7.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	17
7.4 DURÉE DU CONTRAT.....	17
7.5 RESPONSABLES.....	18
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES .....	19
7.7 PAIEMENT .....	19
7.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION .....	20
7.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	20
7.10 LOIS APPLICABLES .....	20
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS .....	20
7.12 RÈGLEMENTS CONCERNANT LES EMPLACEMENTS DES FORCES CANADIENNES .....	21
<b>ANNEXE « A » .....</b>	<b>22</b>
ÉNONCÉ DES TRAVAUX .....	22
<b>ANNEXE « B » .....</b>	<b>45</b>
BASE DE PAIEMENT .....	45
<b>ANNEXE « C » .....</b>	<b>47</b>
EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE .....	47

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

**ANNEXE « D »** .....

FORMULAIRE MDN 626 AUTORISATION DE TÂCHES.....

**ANNEXE « E » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS** .....

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....

**ANNEXE 1** .....

49

49

53

53

54

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1.1 Introduction**

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- |          |   |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;  |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;   |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;   |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;   |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et  |
| Partie 7 | Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.  |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, les exigences en matière d'assurance, le formulaire MDN 626 Autorisation de tâches et toute autre annexe.

### **1.2 Sommaire**

#### **1.2.1**

Le ministère de la Défense nationale (MDN), École de recherche et de sauvetage des Forces canadiennes (ERSFC), recherche des experts en la matière (EM) qualifiés pour donner des conseils et coenseigner l'instruction pour débutants/de base et l'instruction avancée en matière de sauvetage en montagne (non en espace clos ou en milieu industriel) dans le cadre de la formation de techniciens en recherche et sauvetage (Tech SAR). L'exigence est pour 3 ans de formation de sauvetage en montagne d'hiver et d'été.

#### **1.2.3 Accords commerciaux**

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

### 1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

### 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), (2016-04-04) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

### 2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

### 2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

#### Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

#### Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** ( ) **Non** ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

#### Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui** ( ) **Non** ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

#### **2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins quinze (15) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

#### **2.5 Lois applicables**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Colombie britannique, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.



N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

### **3.1 Instructions pour la préparation des soumissions**

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- Section I: Soumission technique (1 copie papier)
- Section II: Soumission financière (1 copie papier)
- Section IV: Renseignements supplémentaires (1 copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions:

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

### **Section I : Soumission technique**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## **Section II : Soumission financière**

**3.1.1** Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec à l'annexe « B »

### **3.1.2 Paiement électronique de factures – soumission**

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « E » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « E » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

### **3.1.3 Fluctuation du taux de change**

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

### **3.1.4 Clauses du *Guide des CCUA***

## **Section III : Attestations**

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **4.1 Procédures d'évaluation**

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

#### **4.1.1 Évaluation technique**

##### **4.1.1.1. Critères techniques obligatoires**

Voir l'annexe « A1 »

##### **4.1.1.2. Critères techniques cotés**

Voir l'annexe « A1 »

#### **4.1.2 Évaluation financière**

##### **4.1.2.1 Critères financiers obligatoires**

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, DDP destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

### **4.2 Méthode de sélection**

#### **4.2.1 Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix**

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
  - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et
  - b. satisfaire à tous les critères obligatoires; et
  - c. obtenir le nombre minimal de 60 points exigés pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques cotés.  
L'échelle de cotation compte 120 points.
2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences (a) ou (b) ou (c) seront déclarées non recevables.
3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 70 % sera accordée au mérite technique et une proportion de 30 % sera accordée au prix.
4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 70 %.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 30 %.
6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

[Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 70/30 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement.] Le nombre total de points pouvant être accordé est de 135, et le prix évalué le plus bas est de 45 000,00 \$ (45).

Méthode de sélection - Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (70%) et du prix (30%)				
		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale		115/135	89/135	92/135
Prix évalué de la soumission		55 000,00 \$	50 000,00 \$	45 000,00 \$
Calculs	Note pour le mérite technique	115/135 x 70 = 59.63	89/135 x 70 = 46.15	92/135 x 70 = 47.70
	Note pour le prix	45/55 x 30 = 24.54	45/50 x 30 = 27.00	45/45 x 30 = 30.00
Note combinée		84.17	73.15	77.7
Évaluation globale		1 <sup>er</sup>	3 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## **PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### **5.1 Attestations exigées avec la soumission**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

#### **5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction**

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

### **5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires**

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

#### **5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée**

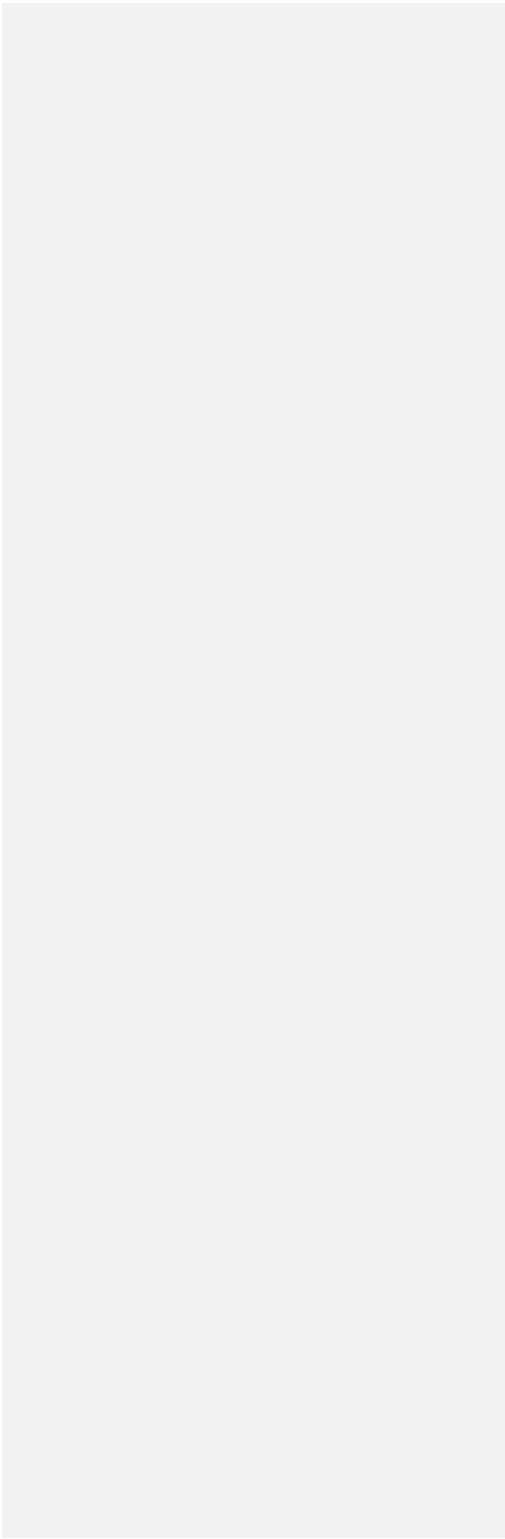
Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

#### **5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
W0133-18K620/A		vic241
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
W0133-18K620	VIC-7-40050	

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.



N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

## **PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES**

### **6.1 Exigences relatives à la sécurité**

Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### **6.2 Exigences en matière d'assurance**

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe C.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## **PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### **7.1 Énoncé des travaux**

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits à l'annexe « A », Besoin.

#### **7.1.2 Autorisation de tâches**

La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat.

##### **7.1.2.1 Processus d'autorisation de tâches**

La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches (AT). Les travaux décrits dans l'AT doivent être conformes à la portée du contrat.

1. Le chargé de projet fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen du le Formulaire d'autorisation des tâches DND 626.
2. L'AT comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits à livrer et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. L'AT comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, comme le précise le contrat.
3. Dans les cinq (5) jours civils suivant la réception de l'AT, l'entrepreneur doit fournir au chargé de projet le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat.
4. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'AT autorisée par chargé de projet. L'entrepreneur reconnaît que avant la réception d'une AT le travail effectué sera à ses propres risques.

##### **7.1.2.2 Limite d'autorisation de tâches**

Le chargé de projet peut autoriser les autorisations de tâches individuelles jusqu'à une limite de 50,000.00 \$, les taxes applicables incluses, y compris toutes révisions.

Une autorisation de tâches qui dépasserait cette limite doit être autoriser par le chargé de projet avant d'être émise.

##### **7.1.2.3 Garantie des travaux minimums – tous les travaux réalisés au moyen d'autorisations de tâches**

1. Dans cette clause,  
« valeur maximale du contrat » signifie le montant indiqué à la clause « Limite des dépenses » énoncée dans le contrat;



N° de l'invitation - Sollicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

« valeur minimale du contrat » signifie 41 400.00 \$.

2. L'obligation du Canada en vertu du contrat consiste à demander des travaux jusqu'à concurrence de la valeur minimale du contrat ou, au choix du Canada, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe 3. En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la durée du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.
3. Si le Canada ne demande pas de travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat pendant la période du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur la différence entre la valeur minimale du contrat et le coût total des travaux demandés.
4. Si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie pour inexécution, le Canada n'assumera aucune obligation envers l'entrepreneur en vertu de cette clause.

#### 7.1.2.4 Rapports d'utilisation périodiques – contrats avec autorisations de tâches

L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâches approuvée émise dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous ou dans l'annexe « D ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être indiquée. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres à l'autorité contractante.

Voici la répartition des trimestres : *(sera inséré au moment de l'attribution du contrat)*

premier trimestre :

deuxième trimestre :

troisième trimestre :

quatrième trimestre :

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les trente (30) jours civils suivant la fin de la période de référence.

#### Exigence en matière de rapport - Explications

Il faut tenir à jour un dossier détaillé de toutes les tâches approuvées pour chaque contrat avec une autorisation de tâches (AT). Le dossier doit comprendre :

##### Pour chaque AT autorisée:

- i. le numéro de la tâche autorisée ou le numéro de révision de la tâche;
- ii. le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- iii. le coût estimatif total précisé dans l'AT autorisée de chaque tâche, excluant les taxes applicables;

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- iv. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à maintenant pour chaque AT autorisée;
- v. dates de début et de fin de chaque AT autorisée;
- vi. l'état actuel de chaque AT autorisée, (s'il y a lieu).

**Pour toutes les AT autorisées:**

- i. Le montant (excluant les taxes applicables) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) de la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les AT autorisées;
- ii. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à présent pour toutes les AT autorisées.

**7.1.2.5 Autorisation de tâches – ministère de la Défense nationale**

Le processus d'autorisation de tâches sera administré par responsable technique. Ce processus comprend la surveillance, le contrôle et le rapport des dépenses dans le cadre du contrat avec des autorisations de tâches à l'intention de l'autorité contractante.

**7.2 Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

**7.2.1 Conditions générales**

[2035](#) (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

**7.3 Exigences relatives à la sécurité**

**7.3.1** Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

**7.4 Durée du contrat**

**7.4.1 Période du contrat**

La période du contrat est du \_\_\_\_ au \_\_\_\_ inclusivement.

**7.4.2 Option de prolongation du contrat**

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus deux période(s) supplémentaire(s) de 1 année(s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins trente (30) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

## 7.5 Responsables

### 7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : Bronwen Grieve  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Adresse : 1230, rue Government, suite 401  
Victoria, Colombie-Britannique V8W 3X4  
Canada

Téléphone : 250-514-3757  
Courriel : [Bronwen.Grieve@pwgsc-tpsgc.gc.ca](mailto:Bronwen.Grieve@pwgsc-tpsgc.gc.ca)

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

### 7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est : *(Inséré au moment de l'attribution du contrat)*

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
  
Téléphone : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

### 7.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
  
Téléphone : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## 7.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

## 7.7 Paiement

### 7.7.1 Base de paiement

L'entrepreneur sera payé pour les travaux décrits dans l'autorisation de tâches (AT) autorisée, conformément à la base de paiement à l'annexe « B ».

La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur en vertu de l'AT autorisée ne doit pas dépasser la limitation des dépenses indiqué dans l'AT autorisée. Les droits de douane sont exclus et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux précisés dans toute AT autorisée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

### 7.7.2 Limite des dépenses - Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâches autorisées, y compris toutes révisions, ne doit pas dépasser la somme de \_\_\_\_\_ \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
3. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
  - a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
  - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
  - c. dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans le cadre des autorisations de tâches, y compris toutes révisions, selon la première de ces conditions à se présenter.
4. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

### 7.7.3 Paiements multiples

Clause du *Guide des CCUA* [H1001C](#) (2008-05-12), Paiements multiples

Commented [BG1]: Not sure yet, confirm from English RFP

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

#### 7.7.5 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

#### 7.8 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
  - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
  - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

#### 7.9 Attestations et renseignements supplémentaires

##### 7.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

##### 7.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

##### 7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales - 2035 (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de services;
- c) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- d) l'Annexe « B », Base de paiement;
- e) l'Annexe « C », Exigences d'assurance ;
- f) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
- g) la soumission de l'entrepreneur datée du \_\_\_\_\_

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

#### 7.12 Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

Clause du *Guide des CCUA* [A9062C](#) (2011-05-16), Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

#### 7.14 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe « C ».  
L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## ANNEXE « A »

### ÉNONCÉ DES TRAVAUX

#### SECTION 1 – PORTÉE

##### But :

**1.1.** Le ministère de la Défense nationale (MDN), École de recherche et de sauvetage des Forces canadiennes (ERSFC), recherche des experts en la matière (EM) qualifiés pour donner des conseils et coenseigner l'instruction pour débutants/de base et l'instruction avancée en matière de sauvetage en montagne (non en espace clos ou en milieu industriel) dans le cadre de la formation de techniciens en recherche et sauvetage (Tech SAR).

##### Contexte

**1.2.** Il faut rendre les Tech SAR capables d'aller dans des régions difficiles d'accès dans la zone de responsabilité (ZResp) du Commandement des opérations interarmées du Canada (COIC) en matière de recherche et sauvetage en vue de donner rapidement des soins de survie à des blessés. Les Tech SAR sont membres des équipages d'aéronef et ils travaillent presque exclusivement en équipes de deux au cours de leurs missions. Pour se rendre sur les lieux de celles-ci, ils recourent à toutes sortes de méthodes spécialisées dont le saut en parachute, l'escalade et la traversée, la plongée, les soins primaires paramédicaux et l'hélicoptère ou la descente en rappel depuis un aéronef à voilure tournante. Ils reçoivent également l'instruction de membre d'équipe de recherche et sauvetage au sol. De plus, on attend d'eux qu'ils puissent fonctionner et survivre dans toutes sortes de conditions ambiantes sur les lieux de leur mission.

**1.3.** L'ERSFC est le seul établissement d'enseignement national en recherche et sauvetage (SAR) des Forces armées canadiennes à offrir l'instruction en sauvetage aux Tech SAR. L'une des nombreuses disciplines enseignées est l'alpinisme et le sauvetage par câbles en montagne. Les techniques d'arrimage et de sauvetage sont enseignées et mises en pratique en terrain montagneux. Les besoins annuels de l'ERSFC pour l'instruction en matière d'alpinisme et de sauvetage par câbles en montagne sont les suivants :

**1.3.1. Tech SAR (catégorie de coéquipier restreint) – Exécuter des opérations de sauvetage dans la neige et sur la glace en montagne (9 jours d'instruction)**

Comprendre les principes fondamentaux des opérations de sauvetage dans la neige, sur la glace et en avalanche en terrain montagneux (besoins, évaluation et procédures) effectuées en équipes bien appuyées ou par groupes autonomes de deux personnes, à l'aide d'un système à deux câbles, de dispositifs polyvalents (MPD) et de matériel portatif léger approuvé,

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

disponible et fourni par l'armée. L'instruction comprend une combinaison d'opérations de sauvetage en montagne en hiver et de sensibilisation aux avalanches jusqu'à l'échelon AST-1.

**1.3.2. Tech SAR (catégorie de coéquipier restreint) – Exécuter des opérations de sauvetage en montagne (10 jours d'instruction)**

Comprendre les principes fondamentaux des opérations en terrain montagneux et effectuer des opérations en équipes bien appuyées ou par groupes autonomes de deux personnes, à l'aide d'un système à deux câbles et de dispositifs polyvalents (MPD). L'instruction doit comprendre des opérations d'arrimage de câbles pour sauvetage en angle prononcé ou peu prononcé, à l'aide de systèmes d'ancrage improvisés ou pour terrain montagneux et de matériel portatif léger approuvé, disponible et fourni par l'armée.

**1.3.3. Tech SAR (catégorie de chef d'équipe restreint) – Superviser des opérations de sauvetage dans la neige et sur la glace en montagne (8 jours d'instruction)**

Gérer et mener des expéditions d'alpinisme et des équipes de sauvetage en montagne en terrain montagneux en vue d'opérations en équipes bien appuyées ou par groupes autonomes de deux personnes, à l'aide d'un système à deux câbles. L'instruction sera constituée d'une combinaison d'opérations en montagne en hiver, de sensibilisation aux avalanches (niveau AST 2), de ski hors-piste et d'escalade en premier de cordée sur une paroi de chute glacée de catégorie 3.

**1.3.4. Chef d'équipe restreint de TECH SAR – Superviser des opérations de sauvetage en montagne dans un terrain rocheux (20 jours d'instruction)**

Gérer et mener des expéditions d'alpinisme et des équipes de sauvetage en montagne en terrain montagneux en vue d'opérations en équipes bien appuyées ou par groupes autonomes de deux personnes, à l'aide d'un système à deux câbles et de dispositifs polyvalents (MPD). L'instruction sera constituée d'une combinaison d'escalade en premier de cordée sur une paroi rocheuse (jusqu'à la classe 5,6), de sauvetage en terrain rocaillieux, d'utilisation de systèmes d'ascension et de descente et d'exécution d'opérations à titre de chef d'équipe de recherches au sol.



N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## Terminologie

### 1.4. Traductions et descriptions :

- 1.4.1. *Ab-Initio*** – Instruction initiale s'adressant aux personnes qui possèdent une expérience ou des connaissances limitées (élémentaire).
- 1.4.2. *Catégorie de coéquipier restreint – Ab-Initio***  
/ Instruction initiale de Tech SAR. Le niveau de qualification visé (anciennement le NQ5A) correspond à un cours de Tech SAR d'un an constitué de diverses phases d'instruction visant plusieurs disciplines/ensembles de compétences associées au sauvetage.
- 1.4.3. *Chef d'équipe restreinte*** – Instruction avancée de chef d'équipe de Tech SAR. Le niveau de qualification visé (anciennement le NQ6A) correspond au cours de chef d'équipe des Tech SAR qu'un Tech SAR doit suivre pour être en mesure de diriger ou de superviser tous les types de missions de sauvetage.
- 1.4.4. *MR responsable de la phase*** – Normalement un sergent (sgt), parfois un adjudant (adj), qui est un militaire du rang (MR) Tech SAR de l'École de recherche et de sauvetage des Forces canadiennes exerçant les fonctions d'instructeur chargé de veiller à ce que la phase d'instruction du cours qui est donnée soit bien administrée et organisée.
- 1.4.5. *NORQUAL*** – La norme de qualification découle des descriptions de groupe professionnel militaire et définit le rendement au travail minimum acceptable exigé du personnel des Forces armées canadiennes (y compris les Tech SAR) pour lequel l'instruction est justifiée et élaborée.
- 1.4.6. *PI*** – Le plan d'instruction est conçu de façon que les stagiaires atteignent le niveau de qualification visé et précise les méthodes d'instruction requises pour atteindre les objectifs définis dans la NORQUAL. Ce plan inclut les objectifs et contrôles de rendement et de compétence et les points d'enseignement correspondants qui sont nécessaires pour garantir qu'un stagiaire atteint la norme prescrite et qu'une fois le cours suivi avec succès, il obtient la qualification correspondante.
- 1.4.7. *AGMC*** – L'AGMC est une association professionnelle qui regroupe des guides de montagne, des guides de randonnée et des instructeurs en escalade dûment formés et accrédités.
- 1.4.8. *UIAGM*** – L'UIAGM est une association internationale qui regroupe des associations de guides de montagne des quatre coins du monde. Les associations nationales représentent tous les guides de montagne d'un pays, qualifiés selon les lignes directrices de l'UIAGM.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## SECTION 2 – DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 La NORQUAL et le PLANIN indiqués ci-dessous sont disponibles sur demande.

- 2.1.1 Norme de qualification (NORQUAL) de la catégorie de coéquipier restreint
- 2.1.2 Norme de qualification (NORQUAL) de la catégorie de chef d'équipe restreint
- 2.1.3 *Technical Rescue Riggers Guide*, 2<sup>e</sup> édition, Rick Lipke
- 2.1.4 Manuel à l'intention des guides de l'Association des guides de montagne canadiens
- 2.1.5 *Mountaineering: The Freedom of the Hills*, Don Graydon
- 2.1.6 Guide d'utilisation du système mondial de localisation (GPS) RINO
- 2.1.7 *Basic Search and Rescue Skills – A Practitioner's Guide to Search and Rescue*, 3<sup>e</sup> édition, Richard Smith/Patrick Lavalla
- 2.1.8 *Guide d'utilisation de l'appareil de recherche de victime d'avalanche Pulse Barryvox de Mammut*

## SECTION 3 – BESOINS

### 3.1 Tâches

- 3.1.1. Donner des conseils et coenseigner le contenu obligatoire de l'instruction  
**Tech SAR (catégorie de coéquipier restreint) – Exécuter des opérations de sauvetage dans la neige et sur la glace en montagne**

Équipé d'une tenue adaptée, de gréage de manœuvre de sauvetage en montagne et accompagné d'un partenaire d'escalade, le Tech SAR apprend les techniques de sauvetage dans la neige et sur la glace en montagne sur tous les types de terrain, quelles que soient les conditions météo et la saison, de jour comme de nuit. À cette fin, les tâches suivantes devront être accomplies :

- 3.1.1.1. se déplacer sur les voies sélectionnées (sur la neige et la glace), à savoir :

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- a) parcourir des voies alpines à l'aide de skis pour les terrains accidentés,
- b) se préparer à l'escalade en équipe,
- c) faire des nœuds d'escalade et de sauvetage,
- d) équipement d'escalade,
- e) construire des ancrages,
- f) émettre des commandes d'escalade,
- g) effectuer une ascension en cordée,
- h) effectuer une descente en rappel,
- i) assurer le premier de cordée,
- j) effectuer de l'escalade en premier de cordée;

**3.1.1.2.** connaître les principes de base associés à la formation et au déclenchement d'une avalanche;

**3.1.1.3.** reconnaître un terrain avalancheux. Cette phase d'instruction permettra au stagiaire d'obtenir une attestation de formation sur la sécurité en avalanche de niveau I, laquelle lui sera attribuée par l'entrepreneur;

**3.1.1.4.** Planifier les déplacements dans une zone d'avalanches, à savoir :

- a) utiliser Avaluator 2.0 comme outil de prise de décisions, dans les zones où les itinéraires sont classés selon l'Échelle d'exposition en terrain avalancheux (ÉETA) et où des bulletins d'avalanche sont diffusés,
- b) chercher des ressources permettant d'obtenir des indices de risque d'avalanche et des bulletins d'avalanche, en l'absence de telles ressources.

**3.1.1.5.** Se déplacer dans une zone d'avalanches, à savoir :

- a) se déplacer selon les méthodes propres aux terrains avalancheux,
- b) respecter les limites de l'instruction.

**3.1.1.6.** Faire de l'escalade sur des parois de chute glacées de catégorie 2 sur les voies glacées sélectionnées.

**3.1.1.7.** Évacuer des victimes à l'aide de systèmes de sauvetage en montagne, à savoir :

- a) des systèmes de poulies (simples, composés, complexes),
- b) des systèmes de descente et d'ascension (y compris des MPD),
- c) des brancards-paniers et des brancardiers,

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

d) des ancrs à neige et à glace.

- 3.1.1.8. Effectuer la maintenance de premier échelon du matériel de sauvetage en montagne.
- 3.1.1.9. Exécuter des techniques d'auto-sauvetage et de sauvetage de compagnon, à savoir :
  - a) auto-sauvetage en équipe,
  - b) sauvetage en crevasse,
  - c) sauvetage en avalanche.
- 3.1.1.10. Mener des interventions médicales. (L'entrepreneur n'est pas responsable de ce volet de l'instruction.)
- 3.1.1.11. L'instruction doit être donnée à 14 stagiaires (10 au min., 20 au max., 14 étant le nombre optimal) sur une période de 9 jours, en février et mars, au cœur des montagnes Rocheuses de l'Alberta ou de la Colombie-Britannique, dans un lieu présentant des conditions d'alpinisme hivernal réalistes de même que la solution la plus rentable. Il incombe à l'entrepreneur et au bureau de première responsabilité de l'ERSFC de choisir un lieu convenable. Les lieux d'instruction varieront d'une année à l'autre de sorte que les Tech SAR soient confrontés à divers défis de sauvetage.
- 3.1.1.12. Les journées d'instruction seront de 8 h à 18 h du lundi au vendredi (sans toutefois s'y limiter). Le samedi et le dimanche étant réservés aux déplacements et à la reprise des cours annulés en raison de mauvaises conditions météo. Le MR responsable de la phase, en collaboration avec l'entrepreneur, peut autoriser d'autres heures de travail afin de permettre de tirer avantage des conditions observées en montagne.
- 3.1.1.13. Les guides et l'entrepreneur principal (qui doit être présent en tout temps) doivent satisfaire aux exigences préalables de l'AGMC et de l'UIAGM et aux exigences des normes de qualification et des documents du plan d'instruction en vigueur du cours Tech SAR de la catégorie de coéquipier restreint, et ils doivent très bien connaître les systèmes de sauvetage par câbles en montagne à deux personnes avec dispositif d'arrimage MPD et les techniques de sauvetage en montagne à deux câbles. On peut obtenir les documents nécessaires sur demande auprès de l'autorité contractante de TPSGC;
- 3.1.1.14. L'entrepreneur aura besoin d'au moins trois conseillers/instructeurs par jour d'instruction et aura recours à un nombre suffisant de membres du personnel pour assurer un ratio de 4 stagiaires par membre du personnel. L'ERSFC fournira au minimum deux instructeurs de l'ERSFC responsables d'une phase pour la logistique, l'administration, les normes et l'instruction en

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

montagne, ce qui n'inclut pas le ratio de 4 stagiaires par membre du personnel. Lorsque l'ERSFC, le chargé de projet ou l'entrepreneur juge que les besoins en matière de supervision sont critiques, jusqu'à cinq membres du personnel doivent être sur place afin que le nombre de stagiaires par membre du personnel soit d'au plus quatre pendant les phases critiques de l'instruction, p. ex. pendant l'escalade en premier de cordée ou avec plusieurs longueurs de corde, pendant l'arrimage des câbles aériens et chaque fois que les conditions ambiantes l'exigent.

**3.1.2. Donner des conseils et coenseigner le contenu obligatoire de l'instruction Tech SAR (catégorie de coéquipier restreint) – Exécuter des opérations de sauvetage en montagne.**

Équipé d'une tenue adaptée, d'un équipement d'escalade et de sauvetage en montagne et accompagné d'un partenaire d'escalade, le Tech SAR apprend les techniques de sauvetage en montagne sur tous les types de terrain, quelles que soient les conditions météo et la saison, de jour comme de nuit. À cette fin, le Tech SAR se familiarise avec :

**3.1.2.1. les déplacements sur les voies alpines sélectionnées, à savoir :**

- a) la préparation à l'escalade en équipe,
- b) les nœuds d'escalade et de sauvetage,
- c) l'équipement d'escalade,
- d) la construction d'ancrages,
- e) les commandes d'escalade,
- f) l'ascension en cordée,
- g) la descente en rappel,
- h) l'assurage du premier de cordée,
- i) l'escalade en premier de cordée.

**3.1.2.2. L'entretien de l'équipement d'escalade et de sauvetage sur rocher**

**3.1.2.3. La manière de faire les nœuds de sauvetage en montagne appropriés**

**3.1.2.4. L'évaluation des dangers présents sur la montagne**

**3.1.2.5. L'installation des ancrages et des dispositifs de protection pour l'alpinisme**

**3.1.2.6. L'assurage d'un partenaire**

**3.1.2.7. L'exécution technique de descente en rappel**

**3.1.2.8. L'installation des systèmes de descente**

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- 3.1.2.9.** L'installation des systèmes d'ascension
- 3.1.2.10.** L'escalade des voies à plusieurs longueurs de corde
- 3.1.2.11.** L'escalade en moulinette des voies sélectionnées (jusqu'à la classe 5.6)
- 3.1.2.12.** L'évacuation des victimes à l'aide de systèmes de sauvetage en montagne, à savoir :
  - a) les systèmes de poulies,
  - b) les civières et les harnais improvisés,
  - c) les systèmes de descente et d'ascension (y compris des MPD),
  - d) les systèmes à deux câbles aériens pour traversée de sauvetage,
  - e) les brancards-paniers et les brancardiers,
  - f) le matériel d'ascension en cordée,
  - g) les ancrages à neige et à glace (révision).
- 3.1.2.13.** L'exécution des techniques d'auto-sauvetage, à savoir :
  - a) l'auto-sauvetage en équipe,
  - b) le sauvetage en crevasse,
  - c) le sauvetage en avalanche.
- 3.1.2.14.** L'exécution d'interventions médicales (l'entrepreneur n'est pas responsable de ce volet de l'instruction).
- 3.1.2.15.** L'instruction doit être donnée à 14 stagiaires (10 au min., 20 au max., 14 étant le nombre optimal) sur une période de 10 jours, en mai et juin, dans le Parc national Jasper (Alberta) et sur le champ de glace Columbia (Alberta), au Canada. Les lieux d'instruction varieront d'une année à l'autre de sorte que les Tech SAR soient confrontés à divers environnements de sauvetage. Il incombe à l'entrepreneur et au bureau de première responsabilité de l'ERSFC de choisir un lieu convenable.
- 3.1.2.16.** Les journées d'instruction seront de 8 h à 18 h du lundi au vendredi (sans toutefois s'y limiter). Le samedi et le dimanche étant réservés aux déplacements et à la reprise des cours annulés en raison de mauvaises conditions météo. Le MR responsable de la phase, en collaboration avec l'entrepreneur, peut autoriser d'autres heures de travail afin de permettre de tirer avantage des conditions observées en montagne.
- 3.1.2.17.** Les guides et l'entrepreneur principal doivent satisfaire aux exigences préalables de l'AGMC et de l'UIAGM et aux exigences

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

de la norme de qualification et des documents du plan d'instruction en vigueur du cours Tech SAR de la catégorie de chef d'équipe restreint, et ils doivent très bien connaître les tâches qui sont effectuées par une équipe de sauvetage par câbles en montagne de deux personnes utilisant un dispositif d'arrimage MPD et des techniques de sauvetage en montagne à deux câbles. On peut obtenir les documents nécessaires sur demande auprès de l'autorité contractante de TPSGC.

**3.1.2.18.** L'entrepreneur aura besoin d'au moins trois conseillers/instructeurs par jour d'instruction et aura recours à un nombre suffisant de membres du personnel pour assurer un ratio de 4 stagiaires par membre du personnel. L'ERSFC fournira au minimum deux instructeurs de l'ERSFC responsables d'une phase pour la logistique, l'administration, les normes et l'instruction en montagne, ce qui n'inclut pas le ratio de 4 stagiaires par membre du personnel. Lorsque l'ERSFC, le chargé de projet ou l'entrepreneur juge que les besoins en matière de supervision sont critiques, jusqu'à cinq membres du personnel doivent être sur place afin que le nombre de stagiaires par membre du personnel soit d'au plus quatre pendant les phases critiques de l'instruction, p. ex. pendant l'escalade en premier de cordée ou avec plusieurs longueurs de corde, pendant l'arrimage des câbles aériens et chaque fois que les conditions ambiantes l'exigent.

**3.1.2.19.**

**3.1.3.** Donner des conseils et coenseigner le contenu obligatoire de  
**l'instruction Tech SAR (catégorie de chef d'équipe restreint) – Opérations de sauvetage en montagne en hiver**

Équipé d'une tenue adaptée, de gréage de manœuvre de sauvetage en montagne et accompagné d'un partenaire d'escalade, le Tech SAR apprend les techniques de sauvetage dans la neige et sur la glace sur tous les types de terrain, quelles que soient les conditions météo et la saison, de jour comme de nuit. À cette fin, les tâches suivantes devront être accomplies :

**3.1.3.1.** Réviser les programmes de la catégorie de coéquipier restreint décrits ci-dessus et donner des conseils et coenseigner à un groupe de Tech SAR de la catégorie de chef d'équipe restreint d'au plus 20 personnes. Ce cours développe des compétences individuelles et d'équipe en matière de gestion et de supervision d'opérations en équipes bien appuyées ou par groupes autonomes de deux personnes, à l'aide d'un système à deux câbles et de dispositifs polyvalents (MPD) pour le sauvetage par câbles en montagne et au cours de déplacements en terrain montagneux.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- 3.1.3.2.** Choisir le parcours approprié de manière à tirer profit de la topographie du terrain et ainsi réduire les risques associés aux déplacements en skis en hiver sur les voies sélectionnées.
- 3.1.3.3.** Utiliser les techniques de vérification des risques d'avalanches à l'échelle locale pour sa sécurité personnelle. Les stagiaires doivent obtenir l'attestation de formation en avalanche de niveau II accordée par l'entrepreneur.
- 3.1.3.4.** Utiliser le modèle technique de l'Échelle d'exposition en terrain avalancheux pour évaluer les variations du terrain.
- 3.1.3.5.** Utiliser des techniques de déplacement en terrain avalancheux adaptées aux conditions du terrain.
- 3.1.3.6.** Exécuter des techniques de sauvetage de compagnon en terrain avalancheux.
- 3.1.3.7.** Être conscient des limites de l'entraînement personnel.
- 3.1.3.8.** Conduire une escalade en premier de cordée ou avec plusieurs longueurs de corde sur une paroi de chute glacée de catégorie 3.
- 3.1.3.9.** Évacuer des victimes à l'aide de systèmes de sauvetage en montagne.
- 3.1.3.10.** Effectuer la maintenance de premier échelon du matériel de sauvetage en montagne.
- 3.1.3.11.** Exécuter des techniques d'auto-sauvetage.
- 3.1.3.12.** Exécuter des interventions médicales (l'entrepreneur n'est pas responsable de ce volet de l'instruction).
- 3.1.3.13.** L'instruction doit être donnée à 14 stagiaires (10 au min., 20 au max., 14 étant le nombre optimal) sur une période de 8 jours, en mars, au cœur des montagnes rocheuses de l'Alberta ou de la Colombie-Britannique, dans un lieu présentant des conditions d'alpinisme hivernal réalistes de même que la solution la plus rentable. L'entrepreneur devra lui-même suggérer un lieu d'instruction à l'ERSFC. Les lieux d'instruction varieront d'une année à l'autre de manière à offrir aux Tech SAR une gamme de défis de sauvetage;
- 3.1.3.14.** Les journées d'instruction seront de 8 h à 18 h du lundi au vendredi (sans toutefois s'y limiter). Le samedi et le dimanche étant réservés aux déplacements et à la reprise des cours annulés en raison de mauvaises conditions météo. Le MR responsable de la phase, en collaboration avec l'entrepreneur, peut autoriser d'autres heures de



N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

travail afin de permettre de tirer avantage des conditions observées en montagne;

**3.1.3.15.** Les guides et l'entrepreneur principal doivent satisfaire aux exigences préalables de l'AGMC et de l'UIAGM et aux exigences de la norme de qualification et des documents du plan d'instruction en vigueur du cours Tech SAR de la catégorie de chef d'équipe restreint, et ils doivent très bien connaître les tâches qui sont effectuées par une équipe de sauvetage par câbles en montagne de deux personnes utilisant un dispositif d'arrimage MPD et des techniques de sauvetage en montagne à deux câbles. On peut obtenir les documents nécessaires sur demande auprès de l'autorité contractante de TPSGC.

**3.1.3.16.** L'entrepreneur aura besoin d'au moins trois conseillers/instructeurs par jour d'instruction et aura recours à un nombre suffisant de membres du personnel pour assurer un ratio de 4 stagiaires par membre du personnel. L'ERSFC fournira au minimum deux instructeurs de l'ERSFC responsables d'une phase pour la logistique, l'administration, les normes et l'instruction en montagne, ce qui n'inclut pas le ratio de 4 stagiaires par membre du personnel. Lorsque l'ERSFC, le chargé de projet ou l'entrepreneur juge que les besoins en matière de supervision sont critiques, jusqu'à cinq membres du personnel doivent être sur place afin que le nombre de stagiaires par membre du personnel soit d'au plus quatre pendant les phases critiques de l'instruction, p. ex. pendant l'escalade en premier de cordée ou avec plusieurs longueurs de corde, pendant l'arrimage des câbles aériens et chaque fois que les conditions ambiantes l'exigent.

**3.1.4. Donner des conseils et coenseigner le contenu obligatoire de l'instruction Tech SAR (catégorie de chef d'équipe restreint) – Superviser des opérations de sauvetage en terrain rocailleux en montagne**

Équipé de gréage d'escalade en montagne, d'équipement médical, de tenues appropriées, d'une civière Stokes, de documents de référence, d'équipements de communication et de transport et accompagné de partenaires d'escalade, le Tech SAR apprend à superviser une opération de sauvetage en montagne. À cette fin, les tâches suivantes devront être accomplies :

**3.1.4.1.** Réviser les programmes de la catégorie de coéquipier restreint et de la catégorie de chef d'équipe restreint décrite ci-dessus et donner des conseils et coenseigner à un groupe de Tech SAR de la catégorie de chef d'équipe restreint d'au plus 20 personnes. Ce cours développe des compétences individuelles et d'équipe en matière de gestion et de supervision d'opérations en équipes bien appuyées ou par

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

groupes autonomes de deux personnes, à l'aide d'un système à deux câbles et de dispositifs polyvalents (MPD) pour le sauvetage par câbles en montagne et au cours de déplacements en terrain montagneux.

**3.1.4.2. Planifier et effectuer une opération de sauvetage en montagne, à savoir :**

- a) élaborer un plan de sauvetage,
- b) évaluer les risques,
- c) évaluer les systèmes d'ancrage et le positionnement des dispositifs de protection,
- d) évaluer les dispositifs de sauvetage sur rocher/en angle prononcé,
- e) établir les types de communication sur les lieux,
- f) définir les besoins en personnel,
- g) effectuer l'assurage,
- h) effectuer la descente en rappel,
- i) superviser une ascension avec plusieurs longueurs de corde,
- j) choisir les itinéraires de déplacement,
- k) choisir les itinéraires d'ascension,
- l) mettre en place des systèmes d'ascension et de descente,
- m) mettre en place des dispositifs de sauvetage en crevasse,
- n) mettre en place un dispositif de traversée de sauvetage.

**3.1.4.3. Faire des escalades en premier de cordée sur paroi rocheuse de classe 5.6.**

**3.1.4.4. Traiter des blessés (l'entrepreneur n'est pas responsable de ce volet de l'instruction).**

**3.1.4.5. Évacuer des victimes.**

**3.1.4.6. Effectuer la maintenance de premier échelon du matériel de sauvetage en montagne.**

**3.1.4.7. L'instruction doit être donnée à 14 stagiaires (10 au min., 20 au max., 14 étant le nombre optimal) sur une période de 15 jours, en mai et juin, dans le Parc national Jasper. Il incombe à l'entrepreneur et au bureau de première responsabilité de l'ERSFC de choisir un lieu convenable. Les lieux d'instruction varieront d'une année à l'autre de manière à offrir aux Tech SAR une gamme de défis de sauvetage.**

**3.1.4.8. Les journées d'instruction seront de 8 h à 18 h du lundi au vendredi (sans toutefois s'y limiter). Le samedi et le dimanche étant réservés aux déplacements et à la reprise des cours annulés en raison de mauvaises conditions météo. Le MR responsable de la phase, en collaboration avec l'entrepreneur,**

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

peut autoriser d'autres heures de travail afin de permettre de tirer avantage des conditions observées en montagne.

**3.1.4.9.** Les guides et l'entrepreneur principal doivent satisfaire aux exigences préalables de l'AGMC et de l'UIAGM et aux exigences de la norme de qualification et des documents du plan d'instruction en vigueur du cours Tech SAR de la catégorie de chef d'équipe restreint, et ils doivent très bien connaître les tâches qui sont effectuées par une équipe de sauvetage par câbles en montagne de deux personnes utilisant un dispositif d'arrimage MPD et des techniques de sauvetage en montagne à deux câbles. On peut obtenir les documents nécessaires sur demande auprès de l'autorité contractante de TPSGC.

**3.1.4.10.** L'entrepreneur aura besoin d'au moins trois conseillers/instructeurs par jour d'instruction et aura recours à un nombre suffisant de membres du personnel pour assurer un ratio de 4 stagiaires par membre du personnel. L'ERSFC fournira au minimum deux instructeurs de l'ERSFC responsables d'une phase pour la logistique, l'administration, les normes et l'instruction en montagne, ce qui n'inclut pas le ratio de 4 stagiaires par membre du personnel. Lorsque l'ERSFC, le chargé de projet ou l'entrepreneur juge que les besoins en matière de supervision sont critiques, jusqu'à cinq membres du personnel doivent être sur place afin que le nombre de stagiaires par membre du personnel soit d'au plus quatre pendant les phases critiques de l'instruction, p. ex. pendant l'escalade en premier de cordée ou avec plusieurs longueurs de corde, pendant l'arrimage des câbles aériens et chaque fois que les conditions ambiantes l'exigent.

## **3.2 Contraintes :**

**3.2.1.** L'instruction de l'ERSFC relative aux opérations de sauvetage en montagne fait partie d'un programme rigide d'une durée d'un an. L'entrepreneur jouera le rôle d'expert en la matière. Il donnera des conseils et assurera l'instruction conformément à la liste des objectifs d'instruction qui figure dans le présent énoncé de travail conformément au calendrier ci-après (sous réserve des modifications mineures).

**3.2.1.1. Tech SAR (catégorie de coéquipier restreint) – Exécuter des opérations de sauvetage dans la neige et sur la glace en montagne**  
(9 jours) – 28 février 2018 au 8 mars 2018

**3.2.1.2. Tech SAR (catégorie de coéquipier restreint) – Exécuter des opérations de sauvetage en montagne**  
(10 jours) – 22 mai 2018 au 1<sup>er</sup> juin 2018

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

**3.2.1.3. Tech SAR (catégorie de chef d'équipe restreint) – Superviser des opérations de sauvetage dans la neige et sur la glace en montagne**  
(8 jours) – 10 au 17 mars 2018

**3.2.1.4. Tech SAR (catégorie de chef d'équipe restreint) – Superviser des opérations de sauvetage en terrain rocailleux en montagne**  
(20 jours) – 22 mai 2018 au 16 juin 2018

- 3.2.2.** L'entrepreneur doit satisfaire à toutes les exigences spécifiées à la section 4.1 du présent énoncé des travaux. Cette disposition garantit qu'il a les qualifications nécessaires pour donner des conseils et enseigner tous les aspects de la matière.
- 3.2.3.** L'entrepreneur doit avoir une connaissance approfondie du Parc national Jasper, de la ville de Hinton, du champ de glace Columbia ainsi que de la traverse Wapta. Il doit connaître le terrain environnant, les voies aménagées, les dangers et les crevasses cachées, les conditions météo et les phénomènes locaux. Il disposera des droits d'accès nécessaires aux emplacements où a lieu le programme d'instruction en matière d'alpinisme et de sauvetage par câbles en montagne et un permis d'instructeur valide.
- 3.2.4.** L'entrepreneur doit, avec le concours du personnel d'appoint de l'ERSFC, être capable d'enseigner efficacement et de superviser tous les stagiaires simultanément. Il devra prévoir un nombre suffisant d'itinéraires et de stations pour veiller à ce que les stagiaires soient à tout moment en classe ou en train de prendre part à une activité d'instruction. Étant donné le calendrier condensé attribué pour cette instruction et le fait qu'il n'est pas possible de le modifier, l'entrepreneur et le personnel de l'ERSFC doivent disposer de plans d'instruction bien préparés et adaptés convenant à un maximum de 20 stagiaires tout en maximisant le temps prévu pour l'instruction donnée aux stagiaires.

**3.3 Soutien à la clientèle :**

- 3.3.1.** Le MDN (ERSFC) assumera certaines dépenses et fournira certaines ressources que l'entrepreneur ne doit pas inclure dans les frais d'instruction, que voici :
- 3.3.1.1.** les déplacements locaux entre les lieux d'instruction et les lieux d'hébergement;
- 3.3.1.2.** l'hébergement pour les instructeurs dans des établissements commerciaux (au besoin), chaque instructeur ayant une chambre individuelle. Les repas doivent être réclamés sur la facture finale de l'entrepreneur conformément aux barèmes établis par le Conseil du Trésor. Ils ne doivent pas être

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

calculés dans la soumission. 100 % des dépenses liées aux repas selon le barème mentionné à

<http://www.njc-cnm.gc.ca/directive/fr>

**3.3.1.3.** l'équipement destiné aux stagiaires;

**3.3.1.4.** les salles de réunion ou de formation;

**3.3.1.5.** les permis de stationnement et les frais encourus par le personnel et les stagiaires de l'ERSFC pour avoir un accès légal aux aires d'instruction en montagne.

#### **SECTION 4 – RÉALISATIONS ATTENDUES**

**4.1.** Il est entendu avec l'entrepreneur que l'instruction visée doit être donnée en entier avec diligence, de manière professionnelle et compétente, par des conseillers/instructeurs qualifiés et compétents dans la discipline enseignée, et qui possèdent au minimum l'expérience et les titres de compétences suivants :

- 4.1.1.** deux instructeurs principaux doivent, au minimum, détenir les attestations suivantes :
  - a) une attestation de guide de montagne professionnel de l'AGMC/UIAGM associée à au moins 10 ans d'expérience et d'expertise professionnelles,
  - b) l'attestation Avalanche Operations Level II de la Canadian Avalanche Association (CAA),
- 4.1.2.** tout instructeur supplémentaire aux deux instructeurs/conseillers exigés doit respecter les exigences à titre de guide adjoint de l'AGMC ou de guide de montagne professionnel de l'AGMC/UIAGM;
- 4.1.3.** au moins deux (2) instructeurs doivent être qualifiés pour donner une instruction reconnue à l'échelle nationale en matière d'alpinisme, d'arrimage pour le sauvetage par câbles en montagne et de sauvetage par câbles aériens.

**4.2.** À la demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit lui fournir des preuves de cette expérience et de ces titres de compétence. Les preuves incluent :

- 4.2.1.** le curriculum vitæ de tous les membres du personnel qui appuient l'instruction;
- 4.2.2.** les certificats existants ou d'autres preuves, lorsqu'il y a lieu;

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- 4.2.3.** les titres de compétences et les autorisations nécessaires pour travailler dans tous les secteurs des parcs nationaux du Canada Banff et Jasper.

**4.3** Au moins 30 jours civils avant la date de début du cours, l'entrepreneur doit communiquer à l'ERSFC le mode d'instruction pour qu'elle l'étudie et donne des conseils à l'égard de celui-ci. Généralement, le mode d'instruction doit présenter les grandes lignes de la façon dont l'entrepreneur et l'ERSFC procéderont pour que des stagiaires ayant peu ou pas d'expérience deviennent suffisamment qualifiés conformément aux plans d'instruction. De plus, il doit résumer comment ces stagiaires seront formés pour devenir des chefs d'équipe. Le mode d'instruction doit être conforme à la norme de qualification et au plan d'enseignement, et il doit être accepté par l'ERSFC et l'entrepreneur.

**4.4** Au moins 30 jours civils avant la date de début du cours, l'entrepreneur doit communiquer à l'ERSFC le calendrier d'instruction prévu pour qu'elle l'étudie et donne des conseils à l'égard de celui-ci. Le calendrier d'instruction doit être conforme au plan d'instruction approuvé (qu'on peut obtenir sur demande auprès de l'autorité contractante) et prendre en compte les normes les plus récentes de l'industrie en matière de systèmes de sauvetage par câbles en montagne.

**4.5** Au moins 30 jours civils avant la date de début du cours, l'entrepreneur doit communiquer à l'ERSFC liste de vérification de l'équipement quotidienne prévue pour qu'elle l'étudie et donne des conseils à l'égard de celle-ci. Cette liste doit être conforme au plan d'instruction approuvé par l'ERSFC et prendre en compte les normes les plus récentes de l'industrie en matière de systèmes de sauvetage par câbles en montagne.

## **SECTION 5 – SÉCURITÉ**

**5.1** Les Tech SAR qualifiés qui sont affectés à un escadron opérationnel assure le maintien des compétences conformément aux MESURES DE SÉCURITÉ À L'ENTRAÎNEMENT TECH SAR – SAUVETAGE EN MONTAGNE (Annexe 1). Ces principes directeurs seront pris en considération et appliqués à l'instruction de tous les stagiaires conformément aux exigences du présent contrat.

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
W0133-18K620/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
VIC241

Id de l'acheteur - Buyer ID  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS  
VIC-7-40050

ANNEXE A1 - CRITERE D'EVALUATION

Critères d'évaluation obligatoires  
Les soumissionnaires doivent joindre à leur soumission les attestations énumérées ci-après :  
**CRITÈRES OBLIGATOIRES**

	Conforme (Oui/Non)	Page/section de la soumission	Commentaires
<b>Attestation du personnel</b>			
1.  Les deux (2) instructeurs principaux proposés pour la réalisation des tâches énumérées aux présentes doivent détenir les attestations suivantes :  Au moment de l'attribution du contrat, les deux (2) instructeurs principaux proposés pour la réalisation des tâches énumérées aux présentes doivent détenir au minimum les attestations suivantes :  a)   certificat de guide de montagne émis par l'Association des guides de montagne canadiens (ski dans l'arrière-pays, zone alpine et terrain rocheux); <b>ET</b>  b)   avoir suivi : Dynamique des sauvetages en forte inclinaison (HARD) – attestation de niveau 1, 2 et 3, ou Rigging for Rescue ou Rigging for Rescue Update and Beyond et/ou, Rigging for Rescue Self Rescue and Small Team Response certification, ou Ropes that Rescue certification,			

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
Vic24]  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	<p>au cours des dix dernières années,</p> <p><b>ET</b></p> <p>c) Être membre en règle de la Canadian Avalanche Association Professional Members,</p> <p><b>ET</b></p> <p>d) avoir reçu la formation en soins d'urgence en plein air ou de secourisme en milieu sauvage</p> <p><b>ET</b></p> <p>e) Certificat d'opérations en cas d'avalanche de niveau 2 de la Canadian Avalanche Association (CAA).</p> <p>L'ÉQUIVALENCE DES AUTRES COURS PRÉSENTÉS PAR LES SOUMISSIONNAIRES SERA ÉVALUÉE LE MOMENT VENU. TOUTES LES ÉQUIVALENCES ACCOMPAGNANT LA SOUMISSION SERONT EXAMINÉES. VEUILLEZ FOURNIR TOUTE L'INFORMATION PERTINENTE AUX FINS DE L'ÉVALUATION DES ÉQUIVALENCES. Voir la clause ci-après.</p> <p>À la demande de l'autorité contractante, le soumissionnaire doit lui fournir des preuves de cette expérience et de ces titres de compétence. La preuve doit inclure le curriculum vitae de chaque membre du personnel contribuant à la formation et/ou les attestations ou d'autres éléments de preuve, le cas échéant.</p>			
--	--	--	--	--



CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS (avec faibles valeurs limites)		POINTS POSSIBLES	PAGE/SECTION de la SOUMISSION	POINTS ACCORDÉS	Non respecté
2.	<b>EXPÉRIENCE DU PERSONNEL – Endroits pertinents</b>  Ensemble, les curriculum vitæ des deux (2) instructeurs principaux incluent de l'expérience en recherche et sauvetage en montagne, en opérations en hiver et en sauvetage par câble dans les 250 km ou plus des régions ci-après qu'ils ont acquise au cours des trois dernières années :  a. Ville de Hinton  b. Ville de Jasper (Moreau Slabs et région de Hidden Valley) et  c. Ville de Lake Louise (champ de glace Columbia, Glacier Athabasca, Parker's Ridge).  Les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils ont acquis de l'expérience dans au moins une de ces régions au cours des trois dernières années.	<b>20 points</b> Minimum de [10] points requis  Chaque instructeur obtiendra :  5 points pour 1 endroit 8 points pour 2 endroits 10 points pour 3 endroits			
		<b>Instructeur 1</b> 10 points			
		<b>Instructeur 2</b> 10 points			

3.	<p><b><u>EXPÉRIENCE DE L'ENTREPRENEUR – ENDROITS PERTINENTS</u></b></p> <p>IL S'AGIT DE L'EXPÉRIENCE DE L'ENTREPRISE ET NON DE L'EXPÉRIENCE INDIVIDUELLE.</p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer son expérience en recherche et sauvetage en montagne, en opérations en hiver et en sauvetage par câble dans les 250 km ou plus de l'une ou plus des régions ci-après qu'il a acquise au cours des trois dernières années :</p> <p>a. Ville de Hinton</p> <p>b. Ville de Jasper (Moreau Slabs et région de Hidden Valley) et</p> <p>c. Ville de Lake Louise (champ de glace Columbia, Glacier Athabasca, Parker's Ridge).</p> <p>Les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils ont acquis de l'expérience dans au moins une de ces régions au cours des trois dernières années.</p>	10 points	Minimum de [05] points requis		
4.	<p><b><u>EXPÉRIENCE DU PERSONNEL – Nombre d'années d'expérience pertinente</u></b></p> <p>Le curriculum vitae des deux instructeurs principaux doit décrire leur vaste expérience en sauvetage en terrain montagneux et en recherche et sauvetage en hiver et en avalanche.</p> <p>Vaste expérience :</p>	Instructeur 1	Maximum de 10 points	Minimum de [05] points requis	

	<p>Minimum de trois années (3) d'expérience acquise au cours des dix (10) dernières années (une année équivalant à 12 mois);</p> <p>Direction/instruction de groupes dans un environnement montagneux (minimum de huit (8) personnes ou plus).</p> <p>Chaque instructeur obtiendra 3 points pour :</p> <p>une vaste expérience d'au moins 3 ans, et 1 point supplémentaire pour chaque année additionnelle d'expérience jusqu'à concurrence d'un maximum de 6 points.</p> <p>Les soumissionnaires ayant moins de 3 années d'expérience ne recevront aucun point pour la vaste expérience.</p> <p><b>Curriculum vitae du personnel</b></p> <p>Les soumissionnaires doivent fournir un curriculum vitae pour chacun des (2) instructeurs principaux qu'ils proposent dans leur soumission :</p> <p>a) Toute petite équipe de sauvetage en terrain montagneux utilisant un système d'arrimage de câbles pour sauvetage en angle peu prononcé ou prononcé. <b>(Maximum de 4 points par instructeur)</b></p> <p>b) Toute expérience de l'évacuation aérienne en terrain montagneux; <b>(Maximum de 3 points par instructeur)</b></p> <p>c) Des points supplémentaires seront accordés en fonction de la combinaison de la complexité, de la variété et de la fréquence des opérations de sauvetage, ainsi que de la date à laquelle remontent ces évacuations. Des scénarios</p>	<b>Instructeur 2</b> <b>Maximum de 10 points</b>  Minimum de [05] points requis		
5.		<b>Instructeur 1</b> <b>10 points</b>  Minimum de [05] points requis		
		<b>Instructeur 2</b> <b>10 points</b>  Minimum de [05] points requis		

	d'instruction sont acceptables; cependant, les opérations de sauvetage réelles donneront droit à une note plus élevée. <b>(Maximum de 3 points par instructeur)</b>				
6.	<b><u>RELEVÉ DE L'EXPÉRIENCE DE L'ENTREPRENEUR – Contrats précédents</u></b> IL S'AGIT DE L'EXPÉRIENCE DE L'ENTREPRISE ET NON DE L'EXPÉRIENCE INDIVIDUELLE. Le soumissionnaire doit fournir une description suffisamment détaillée de deux (2) contrats qu'il a exécutés au cours des cinq (5) dernières années comportant les éléments cités ci-après de l'énoncé des travaux et du sauvetage en terrain montagneux. Pour chaque contrat, les renseignements fournis doivent comprendre au minimum : <div><div>a.</div><div>La description du projet et la date d'exécution (incluant un calendrier des cours générique)</div></div> <div><div>b.</div><div>Des précisions sur l'instruction donnée (incluant les listes d'équipement quotidiennes)</div></div> <div><div>c.</div><div>Le nombre d'instructeurs impliqués, le nombre de stagiaires (8 ou plus de préférence) et le rapport instructeur/stagiaires (le plus faible et le plus élevé)</div></div> <div><div>d.</div><div>Les zones/lieux d'instruction</div></div> <div><div>e.</div><div>Le nom et le numéro de téléphone des personnes-</div></div>	20 points Minimum de [10] points requis			

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
Vic24]  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	ressources				
7.	<p><b><u>PLAN DE SÉCURITÉ</u></b></p> <p>Fondé sur une instruction en montagne en hiver et en été à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a. Ville de Hinton</li><li>b. Ville de Jasper (Moreau Slabs et région de Hidden Valley) et</li><li>c. Ville de Lake Louise (champ de glace Columbia, Glacier Athabasca, Parker's Ridge).</li></ul> <p>et sur les mesures de sécurité à l'entraînement des Tech SAR, Annexe 1, section 6; mesures détaillées que le soumissionnaire doit prendre pour démontrer comment l'instruction détaillée aux paragraphes 3.1.1, 3.1.2, 3.1.3, 3.1.4 de l'Annexe « A » de l'Énoncé des travaux sera donnée de manière sécuritaire.</p>	30	Minimum de [15] points requis		
		Total des points / 120 (minimum 60)			

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-740050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
VIC241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

**ANNEXE « B »**

**BASE DE PAIEMENT**

**Evaluation of Price:** Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables. DDP destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

Cours		Année1	Année 2	Année 3	Année d'option 1	Année d'option 2	Totaux
	# des étudiants	A	B	C	D	E	F
PRIX UNITAIRE PAR ETUDIANT							
Tech SAR (catégorie de coéquipier restreint) – Exécuter des opérations de sauvetage dans la neige et sur la glace en montagne	Min 10	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	11 – 12	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	13-16	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	17-20	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Tech SAR (catégorie de coéquipier restreint) – Exécuter des opérations de sauvetage en montagne	Min 10	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	11 – 12	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	13-16	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	17-20	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Tech SAR (catégorie de chef d'équipe restreint) – Superviser des opérations de sauvetage dans	Min 10	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	11 – 12	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	13-16	\$	\$	\$	\$	\$	\$

N° de l'invitation - Solicitation No. W0133-18K620/A		N° de la modif - Amd. No.		Id de l'acheteur - Buyer ID	
N° de réf. du client - Client Ref. No. W0133-18K620		File No. - N° du dossier VIC-740050		VIC24]	
				N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS	
la neige et sur la glace en montagne	17-20	\$	\$	\$	\$
	Min 10	\$	\$	\$	\$
	11 -- 12	\$	\$	\$	\$
	13-16	\$	\$	\$	\$
	17-20	\$	\$	\$	\$
Total de l'évaluation					

Contractors shall stay with DND students during the course of instruction. DND will be paying for the Contractor's meals, accommodation, and transportation to the work sites from lodging during the execution of all 3 courses. Therefore the Contractor should not include these costs in their bids.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif. - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
VIC241  
N° CCC / CCC No / N° VME - FMS

## ANNEXE « C »

### EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
  - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
  - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
  - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
  - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
  - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
  - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
  - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
  - l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
  - m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
  - n. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

**Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :**

*Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

**Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :**

*Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et



N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif. - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
W0133-18K620/A		VIC241
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No / N° VME - FMS
W0133-18K620	VIC-7-40050	

qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CGC / CGC No / N° VME - FMS

 National  
Défense  
Défense  
nationale[illegible]

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A

N° de la modif - Amd. No.  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
VIC241  
N° CCC / CCC No / N° VME - FMS

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

	Total	
<p><b>APPLICABLE ONLY TO PWGSC CONTRACTS:</b> The Contract Authority signature is required when the total value of the DND 626 exceeds the threshold specified in the contract.</p> <p><b>NE S'APPLIQUE QU' AUX CONTRATS DE TPSGC :</b> La signature de l'autorité contractante est requise lorsque la valeur totale du formulaire DND 626 est supérieure au seuil précisé dans le contrat.</p> <div></div> <div>for the Department of Public Works and Government Services pour le ministère des Travaux publics et services gouvernementaux</div>		

DND 626 (01-05)

Design: Forms Management 993-4050  
Conception : Gestion des formulaires 993-4062

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## Instructions for completing DND 626 - Task Authorization

### Contract no.

Enter the PWGSC contract number in full.

### Task no.

Enter the sequential Task number.

### Amendment no.

Enter the amendment number when the original Task is amended to change the scope or the value.

### Increase/Decrease

Enter the increase or decrease total dollar amount including taxes.

### Previous value

Enter the previous total dollar amount including taxes.

### To

Name of the contractor.

### Delivery location

Location where the work will be completed, if other than the contractor's location.

### Delivery/Completion date

Completion date for the task.

### for the Department of National Defence

Signature of the DND person who has delegated **Authority** for signing DND 626 (level of authority based on the dollar value of the task and the equivalent signing authority in the PAM 1.4). **Note:** the person signing in this block ensures that the work is within the scope of the contract, that sufficient funds remain in the contract to cover this task and that the task is affordable within the Project/Unit budget.

### Services

Define the requirement briefly (attach the SOW) and identify the cost of the task using the contractor's quote on the level of effort. The Task must use the basis of payment stipulated in the contract. If there are several basis of payment then list here the one(s) that will apply to the task quote (e.g. milestone payments; per diem rates/labour category hourly rates; travel and living rates; firm price/ceiling price, etc.). All the terms and conditions of the contract apply to this Task Authorization and cannot be ignored or amended for this task. Therefore it is not necessary to restate these general contract terms and conditions on the DND 626 Task form.

### Cost

The cost of the Task broken out into the individual costed items in **Services**.

### GST/HST

The GST/HST cost as appropriate.

### Total

The total cost of the task. The contractor may not exceed this amount without the approval of DND indicated on an amended DND 626. The amendment value may not exceed 50% (or the percentage for amendments established in the contract) of the original value of the task authorization. The total cost of a DND 626, including all amendments, may not exceed the funding limit identified in the contract.

## Instructions pour compléter le formulaire DND 626 - Autorisation des tâches

### N° du contrat

Inscrivez le numéro du contrat de TPSGC en entier.

### N° de la tâche

Inscrivez le numéro de tâche séquentiel.

### N° de la modification

Inscrivez le numéro de modification lorsque la tâche originale est modifiée pour en changer la portée.

### Augmentation/Réduction

Inscrivez le montant total de l'augmentation ou de la diminution, y compris les taxes.

### Valeur précédente

Inscrivez le montant total précédent, y compris les taxes.

### À

Nom de l'entrepreneur.

### Expédiez à

Endroit où le travail sera effectué, si celui-ci diffère du lieu d'affaires de l'entrepreneur.

### Date de livraison/d'achèvement

Date d'achèvement de la tâche.

### pour le ministère de la Défense nationale

Signature du représentant du MDN auquel on a délégué le **pouvoir d'approbation** en ce qui a trait à la signature du formulaire DND 626 (niveau d'autorité basé sur la valeur de la tâche et le signataire autorisé équivalent mentionné dans le MAA 1.4). **Nota :** la personne qui signe cette attache de signature confirme que les travaux respectent la portée du contrat, que suffisamment de fonds sont prévus au contrat pour couvrir cette tâche et que le budget alloué à l'unité ou pour le projet le permet.

### Services

Définissez brièvement le besoin (joignez l'ET) et établissez le coût de la tâche à l'aide de la soumission de l'entrepreneur selon le niveau de difficulté de celle-ci. Les modalités de paiement stipulées dans le contrat s'appliquent à la tâche. Si plusieurs d'entre elles sont prévues, énumérez ici celle/celles qui s'appliqueront à la soumission pour la tâche à accomplir (p.ex. acompte fondé sur les étapes franchies; taux quotidien ou taux horaire établi selon la catégorie de main-d'œuvre; frais de déplacement et de séjour; prix fixe ou prix plafond; etc.). Toutes les modalités du contrat s'appliquent à cette autorisation de tâche et ne peuvent être négligées ou modifiées quant à la tâche en question. Il n'est donc pas nécessaire de répéter ces modalités générales afférentes au contrat sur le formulaire DND 626.

### Prix

Mentionnez le coût de la tâche en le répartissant selon les frais afférents à chaque item mentionné dans la rubrique **Services**.

### TPS/TVH

Mentionnez le montant de la TPS/TVH, s'il y a lieu.

### Total

Mentionnez le coût total de la tâche. L'entrepreneur ne peut dépasser ce montant sans l'approbation du MDN, formulaire DND 626 modifié à l'appui. Le coût de la modification ne peut pas être supérieur à 50 p. 100 du montant initial prévu dans l'autorisation de tâche (ou au pourcentage prévu dans le contrat pour les modifications). Le coût total spécifié dans le formulaire DND 626, y compris toutes les modifications, ne peut dépasser le plafond de financement mentionné dans le contrat.

approval of the DND 626 and a percentage for DND to approve amendments to the original DND 626. Tasks that will exceed these thresholds must be passed to the PWGSC Contracting Authority for review and signature prior to authorizing the contractor to begin work.

### Note:

Work on the task may not commence prior to the date this form is signed by the DA Authority - for tasks within the DND threshold; and by both DND and PWGSC for those tasks over the DND threshold.

### Applicable only to PWGSC contracts

This block only applies to those Task Authorization contracts awarded by PWGSC. The contract will include a specified threshold for DND sole

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
W0133-18K620/A		vic241
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
W0133-18K620	VIC-7-40050	

**Ne s'applique qu'aux contrats de TPSGC**

Le présent paragraphe s'applique uniquement aux autorisations de tâche accordées par TPSGC. On inscrira dans le formulaire DND 626 un plafond précis qui ne pourra être approuvé que par le MDN et un pourcentage selon lequel le MDN pourra approuver des modifications au formulaire DND 626 original. Les tâches dont le coût dépasse ces plafonds doivent être soumises à l'autorité contractante de TPSGC pour examen et signature avant qu'on autorise l'entrepreneur à débiter les

travaux.

**Nota :**

Les travaux ne peuvent commencer avant la date de signature de ce formulaire par le responsable du MDN, pour les tâches dont le coût est inférieur au plafond établi par le MDN, et par le MDN et TPSGC pour les tâches dont le coût dépasse le plafond établi par le MDN.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

---

**ANNEXE « E » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS**

**INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE**

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

## ANNEXE 1

### Tech SAR PRATIQUES D'INSTRUCTION SÉCURITAIRES SAUVETAGE EN MONTAGNE (11 juillet 2017)

#### 1. INTRODUCTION GÉNÉRALE

Pour effectuer un sauvetage en montagne, il faut être bien conscient du degré de risque. L'instruction sur le sauvetage en montagne des Tech SAR doit équilibrer la nécessité de mettre les sauveteurs au défi, sans les exposer inutilement au danger. Les mesures de sécurité à l'entraînement (MSE) décrites aux paragraphes qui suivent sont fondées sur la norme de qualification (NQ) pour le cours de la catégorie de coéquipier restreint et pour les parties 3 (neige et glace) et 4 (sauvetage en montage) du cours de la catégorie de chef d'équipe restreint, ainsi que sur la consultation des pratiques exemplaires en matière de séminaires sur les techniques d'arrimage, de la Canadian Avalanche Association (CAA) et de l'Association des guides de montagne canadiens (AGMC).

#### 2. BUT

Le présent document vise à fournir des principes directeurs sur l'instruction sécuritaire sur l'accès par câble, le sauvetage en terrain montagneux et sur une paroi verticale importante dans toutes les conditions saisonnières et climatiques.

#### 3. BUT

Le présent document a pour objectif de fournir une norme d'instruction sur la sécurité, les procédures et le matériel requis pour l'instruction sur les techniques d'arrimage et en terrain montagneux.

#### 4. HYPOTHÈSES

L'instruction des Tech SAR comporte un degré de risque. Pour l'instruction dans les environnements montagneux, on suppose que les risques ci-après pourraient être élevés :

- a. être frappé par des objets qui tombent;
- b. être enseveli ou blessé par des avalanches de neige;
- c. être exposé à la lumière solaire intense ou au froid ou à la chaleur extrêmes;
- d. être exposé aux conditions en haute altitude (faible pression atmosphérique);
- e. être exposé aux mauvaises conditions météorologiques/au foudroiement;
- f. être exposé aux répercussions d'une chute de hauteur.

#### 5. ÉQUIPEMENT INDIVIDUEL

Au minimum, l'instruction sur le sauvetage en montagne des Tech SAR doit comprendre l'utilisation de l'équipement ci-après, afin d'assurer la familiarité et la standardisation.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

- a. Casque ((UIAA 106, CE EN12492 ou casque de personnel navigant)
- b. Harnais d'escalade
- c. Gants d'assurage
- d. Mousquetons à vis x 4
- e. Mousquetons non à vis x 4
- f. Mousquetons triangulaires à vis à verrouillage automatique x 1
- g. Poulie pare-prusik (P21) x 2
- h. Appareil d'assurage autobloquant
- i. Cordelette statique de 7 mm x 6 m
- j. Harnais de nylon cousu (60 cm) x 2
- k. Harnais de nylon cousu (120 cm) x 2
- l. Nœuds de friction (courts, moyens, longs)
- m. Petit Prusik x 1
- n. Maillon rapide en acier inoxydable (force de 20 kN au minimum) x 1
- o. Crampons Alpine x 1 (s'il y a lieu)
- p. Broche à glace (22 cm) x 1 (s'il y a lieu)
- q. Crochet à lunule x 1 (s'il y a lieu)



N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## 6. SÉCURITÉ GÉNÉRALE

Au moment de planifier une instruction sur le sauvetage en montagne des Tech SAR, il faut prévoir les mesures de sécurité minimum énumérées ci-après :

- a. Un plan d'évacuation sanitaire approfondi qui inclura l'auto-sauvetage, l'évacuation sanitaire aérienne et les services d'urgence (s'il y a lieu);
  - b. Une trousse médecin/médicaments appropriée qui sera facilement accessible;
  - c. Un véhicule de sécurité stationné le plus près possible du site d'instruction dont les clés sont dissimulées, mais facilement accessibles en cas d'urgence. De plus, tout le personnel doit connaître les itinéraires menant aux installations médicales.
  - d. Le plan d'instruction de l'unité qui est remis à l'ESC OP indique :
    - 1) le nombre de participants;
    - 2) les itinéraires principal et de rechange;
    - 3) le lieu et la description des points de départ, d'abandon et de fin;
    - 4) la couleur des chemises, des tentes et des sacs à dos;
    - 5) les appareils de recherche de victimes en avalanche (s'il y a lieu) et leur type;
    - 6) l'heure de retour prévue.
  - e. Un moyen de communication d'urgence par membre, ce qui inclut au minimum une balise de localisation individuelle et un téléphone cellulaire/téléphone satellite par groupe; des radios bidirectionnelles devraient être envisagées pour tous les membres de l'équipe.
  - f. Autorisation de lancement et d'acceptation de la mission approuvée
- Nota : Au cours de l'instruction à des endroits où le recours à des organismes externes peut être requis pour faciliter le sauvetage (p. ex., parcs nationaux), une copie du plan d'instruction de l'unité doit être remis à l'organisme responsable.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## 7. BRIEFING DE SÉCURITÉ

Un briefing de sécurité doit être donné avant l'instruction et chaque jour d'un déplacement d'une durée de plusieurs jours. Ce briefing doit inclure les points ci-après et les moyens d'atténuer les risques :

- a. les prévisions météorologiques/risques d'avalanche (s'il y a lieu);
- b. les zones dangereuses/aires interdites;
- c. le plan médical/d'évacuation;
- d. le plan de communication (interne et externe);
- e. les actions immédiates/commandements pour effectuer le sauvetage « aucune situation d'urgence réelle ».

## 8. AUTRES EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Outre les règlements ci-dessus, certains milieux d'instruction exigent le recours à des mesures de sécurité additionnelles :

### a. ESCALADE DE PAROI ROCHEUSE/INTÉRIEURE :

- (1) Des cordes dynamiques à élasticité élevée doivent être utilisées.
- (2) Le point central de l'ancrage de la corde du haut doit comprendre deux (2) mousquetons à vis ou mousquetons non à vis de 20 kN. La configuration de l'arrimage exige que les mousquetons soient orientés dans le sens inverse et opposé.
- (3) Le port du casque est obligatoire en tout temps.
- (4) Le port de bagues est interdit pendant l'escalade.
- (5) L'escalade en solitaire est interdite en terrain de classe 5.
- (6) Le premier de cordée ne doit pas s'engager sur une route de grade 5,11 ou plus selon l'échelle YDS ou aller au-delà de la capacité et du degré d'habileté du suivant/assureur.

b. ESCALADE SUR UNE SURFACE GLACÉE

- (1) Le port du casque est obligatoire.
- (2) En présence d'un danger, tous les membres doivent perfectionner leurs habiletés en sauvetage à la suite d'avalanche et avoir à portée de main un appareil de recherche de victimes en avalanche, une sonde et une pelle.
- (3) Le BPR doit avoir un moyen d'obtenir de l'information exacte et à jour sur l'avalanche et sur les prévisions météorologiques.
- (4) Des cordes sèches doivent être utilisées.
- (5) Le premier de cordée ne doit pas escalader une route de grade supérieur à WI 4 ou au-delà de la capacité et du degré d'habileté du suivant/assureur.

c. ESCALADE EN MONTAGNE

- (1) Le port du casque est obligatoire.
- (2) En présence d'un danger, tous les membres doivent perfectionner leurs habiletés en sauvetage à la suite d'avalanche et avoir à portée de main un appareil de recherche de victimes en avalanche, une sonde et une pelle.
- (3) Le BPR doit avoir un moyen d'obtenir de l'information exacte et à jour sur l'avalanche et sur les prévisions météorologiques.
- (4) Toutes les équipes doivent être munies du matériel de bivouac d'urgence, de l'équipement de signalisation et d'un réchaud.
- (5) En présence d'un risque de crevasses, les participants doivent perfectionner et employer des techniques de déplacement sécuritaire sur les glaciers, ainsi que de sauvetage.
- (6) Tous les Tech SAR doivent être munis de crampons et d'un piolet lorsqu'ils se déplacent sur une surface enneigée/glacée.

d. SKI DE HAUTE ROUTE

- (1) En présence d'un danger, tous les membres doivent perfectionner leurs habiletés en sauvetage à la suite d'avalanche et avoir à portée de main un appareil de recherche de victimes en avalanche, une sonde et une pelle.
- (2) Toutes les équipes doivent être munies du matériel de bivouac d'urgence, de l'équipement de signalisation et d'un réchaud.
- (3) En présence d'un risque de crevasses, les participants doivent perfectionner et employer des techniques de déplacement sécuritaire sur les glaciers, ainsi que de sauvetage.

- (4) Le port du casque est obligatoire durant l'entraînement de ski sur une pente de plus de 20 degrés. Les participants peuvent être exemptés du port du casque si celui-ci empêche le port de l'équipement de protection environnementale approprié. Le port du casque n'est pas exigé pendant la traversée s'il n'y a pas risque de danger en surplomb.
- (5) Un membre qui détient la qualification Avalanche Operations Level 1 (ou plus) se procurera des prévisions détaillées et à jour sur l'avalanche et sur les conditions météorologiques concernant l'aire d'instruction, afin de pouvoir en informer les participants.
- (6) Un contrôle par émetteur-récepteur sera effectué.

e. TERRAIN AVALANCHEUX

- (1) Avant de s'aventurer sur un terrain avalancheux, tous les membres doivent perfectionner leurs habiletés en sauvetage à la suite d'avalanche et avoir à portée de main un appareil de recherche de victimes en avalanche, une sonde et une pelle.
- (2) Un membre qui détient la qualification Avalanche Operations Level 1 (ou plus) se procurera des prévisions détaillées et à jour sur l'avalanche et sur les conditions météorologiques concernant l'aire d'instruction, afin de pouvoir en informer les participants.
- (3) Un déplacement de nuit (sauf pour se rendre en lieu sûr) est interdit si le risque d'avalanche est  $\geq$  élevé et si le relief est complexe.
- (4) Un déplacement (sauf pour se rendre en lieu sûr) est interdit si le risque d'avalanche est extrême et si le relief est complexe.

f. Sauvetage en hauteur

- (1) Un facteur de sécurité statique de 10:1 doit être respecté pendant toute l'instruction sur les techniques de sauvetage en hauteur.
- (2) Le port du casque est obligatoire.
- (3) Lorsque l'opération se déroule près d'un bord escarpé, les participants doivent être harnachés à un point d'ancrage approprié.
- (4) Des cordes statiques à faible élasticité doivent être utilisées.
- (5) Le port de gants de cuir est obligatoire.
- (6) Si le scénario exige que les participants travaillent sous le bord escarpé, le briefing de sécurité attirera leur attention sur le risque en surplomb et le degré d'exposition doit être minimisé.

9. EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ENVIRONNEMENTALE

Pendant l'instruction en terrain montagneux, les conditions météorologiques peuvent créer des situations non sécuritaires. S'il juge que la poursuite de l'instruction pendant des conditions

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W0133-18K620/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0133-18K620

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
VIC-7-40050

Id de l'acheteur - Buyer ID  
vic241  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

météorologiques défavorables est nécessaire ou s'il estime que cela serait bénéfique, le BPR de l'exercice ou du cours peut en faire la demande, après consultation de la chaîne de commandement et seulement lorsque des mesures d'atténuation du risque ont été mises en place. L'instruction est habituellement interrompue dans les conditions ci-après :

- a. Le risque d'avalanche est extrême.
- b. Des conditions de blizzard ou de voile blanc sévissent ou sont annoncées.
- c. La neige s'accumule à un rythme qui pourrait raisonnablement créer un risque d'avalanche extrême.
- d. La température ambiante ou le facteur de refroidissement dépasse -40 °C (si l'on estime que l'exposition au temps froid fait partie intégrante de la formation, cela sera indiqué dans l'autorisation de lancement et d'acceptation de la mission.
- e. Les précipitations peuvent rendre glissante la surface à escalader.
- f. Un orage/foudroiement sévit ou est annoncé.
- g. Les conditions météorologiques du moment ou celles qui sont annoncées empêchent la mise à exécution du plan d'évacuation sanitaire.
- h. La température au thermomètre-globe mouillé dépasse 31 degrés. Si l'on ne connaît pas la température au thermomètre-globe mouillé, un humidex de  $\geq 40$  justifie la suspension de l'instruction.